vinetur

John Swinney appelle le Royaume-Uni à réduire les droits sur les spiritueux dans le budget d’automne

Le premier ministre écossais a soutenu les producteurs de whisky, qui estiment qu’une hausse de taxe de 17 % a freiné les investissements, les ventes et l’emploi.

vendredi 11 septembre 2026



Le premier ministre écossais John Swinney a exhorté vendredi le gouvernement britannique à réduire les droits d'accise sur les spiritueux dans le budget d'automne, apportant son soutien à l'appel de l'industrie du Scotch whisky, dont les producteurs demandent un allègement fiscal qu'ils disent nécessaire face à des taxes qui pèsent sur l'investissement, l'emploi et les ventes.

Swinney a lancé cet appel après avoir rencontré le conseil des entreprises membres de la Scotch Whisky Association. Le groupe professionnel a demandé au Trésor de réduire les droits sur les spiritueux dans le budget du mois prochain, estimant que le Scotch whisky et les activités connexes restent sous pression après des années de perturbations sur les marchés d'exportation et une récente série de coûts plus élevés pour les entreprises et les consommateurs.

Cette prise de position place le chef du gouvernement écossais dévolu aux côtés de l'un des secteurs d'exportation les plus importants du pays à un moment clé du cycle budgétaire britannique. Si la fiscalité sur l'alcool relève du gouvernement britannique à Londres, le secteur du Scotch whisky pèse lourd dans l'économie écossaise, avec des distillateurs, des agriculteurs, des entreprises de logistique, des bars, des restaurants et des acteurs du tourisme liés à cette activité.

Dans sa soumission budgétaire cette semaine, la Scotch Whisky Association a indiqué que les producteurs de spiritueux dans l'ensemble du Royaume-Uni souhaitent que le gouvernement réduise les droits d'accise. Le groupe a précisé que 70 % de tous les spiritueux produits au Royaume-Uni sont fabriqués en Écosse et que les entreprises de l'hôtellerie-restauration dépendent des spiritueux pour plus de 38 % de leur bénéfice total. Il a également affirmé que la structure actuelle des droits sur l'alcool impose une charge plus lourde aux spiritueux qu'aux autres catégories de boissons.

Selon l'association, les droits d'accise sur les spiritueux ont augmenté de 17 % au cours des trois dernières années. Le groupe a indiqué que cette hausse est intervenue alors que le secteur faisait face à plus de six ans d'instabilité sur les marchés étrangers ainsi qu'à des pressions générales sur les coûts au niveau national. Il a soutenu que le système actuel taxe le Scotch whisky et les autres spiritueux à des taux jusqu'à quatre fois supérieurs à ceux de la bière, du cidre et du vin, un écart qu'il a jugé injuste et

préjudiciable.

Swinney a repris cet argument après avoir entendu de grands producteurs comme de plus petits distillateurs. Dans un communiqué publié après la réunion, il a déclaré que le Scotch whisky est central pour la culture, l'économie et l'identité internationale de l'Écosse et que le secteur soutient des milliers d'emplois. Il a dit que les hausses de droits avaient exercé une pression excessive sur les producteurs et qu'il se joignait aux appels demandant au gouvernement britannique de corriger ce qu'il a qualifié de système injuste.

Les propos du premier ministre sont le dernier signe en date de la pression coordonnée exercée sur Westminster par les producteurs de whisky écossais avant le budget. Le secteur défend l'idée qu'une baisse d'impôt aiderait non seulement les distillateurs, mais soutiendrait aussi une chaîne d'approvisionnement plus large qui commence chez les cultivateurs de céréales et s'étend aux transporteurs, aux fabricants d'emballages, aux pubs, aux hôtels et aux sites touristiques.

L'association a indiqué que l'amélioration de l'accès aux marchés cette année dans des débouchés majeurs, notamment aux États-Unis et en Inde, a offert un contexte plus favorable aux exportations. Les dirigeants du secteur estiment que ces progrès pourraient aider le secteur à se redresser et à se développer après une période difficile, mais seulement si la politique intérieure ne rogne pas ces gains. Leur message au Trésor est que de meilleures conditions d'exportation ne suffiront pas si la politique fiscale nationale reste restrictive.

Mark Kent, directeur général de la Scotch Whisky Association, a déclaré que le soutien du gouvernement écossais compte, car le secteur va bien au-delà des distilleries. Il a dit qu'une baisse des droits donnerait aux producteurs de la visibilité pour planifier, investir et se développer, tout en aidant à protéger l'emploi. Kent a également rattaché l'argument en faveur d'une baisse des droits à la croissance économique plus large en Écosse et dans le reste du Royaume-Uni.

L'argument du secteur intervient alors que les gouvernements du Royaume-Uni subissent des pressions contradictoires. Les producteurs veulent un allègement fiscal pour stimuler l'activité et soulager les consommateurs, tandis que le Trésor doit peser

ces demandes au regard des finances publiques et des préoccupations sanitaires liées à la politique sur l'alcool. La Scotch Whisky Association a affirmé que les récentes hausses des droits n'ont pas produit les gains de recettes que le gouvernement pouvait attendre, même si cette affirmation figurait dans sa propre soumission budgétaire.

Pour l'Écosse, la question revêt une importance à la fois politique et économique. Le Scotch whisky demeure l'un des produits les plus connus du pays à l'étranger et un symbole important de l'identité nationale. Cela donne au secteur une influence dans le débat public qui dépasse son impact financier direct. La présence de Swinney aux côtés du conseil de l'association reflète ce statut et montre que son gouvernement veut être perçu comme un soutien actif du secteur, même s'il ne contrôle pas l'impôt en question.

Cet appel intervient aussi alors que les entreprises de l'hôtellerie-restauration continuent d'évoluer dans un contexte commercial difficile. Bars, restaurants et hôtels ont fait valoir que la hausse des coûts d'approvisionnement et la prudence des dépenses des consommateurs ont compressé leurs marges. En reliant le plaidoyer en faveur d'une baisse des droits sur les spiritueux à la santé des établissements de l'hôtellerie-restauration, l'industrie du whisky élargit son argument au-delà des distillateurs et des recettes d'exportation pour toucher les entreprises du quotidien en Écosse et au Royaume-Uni.

Aucune décision n'a été annoncée par le gouvernement britannique quant à une éventuelle baisse des droits sur les spiritueux dans le budget d'automne. La soumission budgétaire de la Scotch Whisky Association fait désormais partie de la campagne de lobbying visant à influencer cette décision avant que le chancelier ne présente le mois prochain les projets du gouvernement en matière de fiscalité et de dépenses.

Swinney avait déjà exprimé son soutien au secteur plus tôt cette année lors d'une visite de la distillerie d'Isle of Harris, où il avait déclaré que le gouvernement écossais continuerait à défendre l'industrie du whisky.